JUST FUTURE

Programme Avenir Juste - Cordaid
Enquête de perception menée du 5 au 14 mars 2023

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger

///// Restitution de l'enquête de terrain Q3

SIPRI et LASDEL
Financement Cordaid

PROGRAMME JUST FUTURE

Programme Avenir Juste - Cordaid
Restitution de l'enquête de terrain Q3

Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire le LASDEL mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 693 personnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger dans 6 communes et 27 localités.

Conformément aux attentes exprimées par CORDAID envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière a été portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'**échantillon** se répartit donc comme suit :

65% Femmes

35% Hommes

68% Jeunes (15-34 ans)

35% Adultes (35 ans et +)

16% Personnes en situation de handicap

57% Urbains

43% Ruraux

78% sont résidents

17% personnes déplacées internes

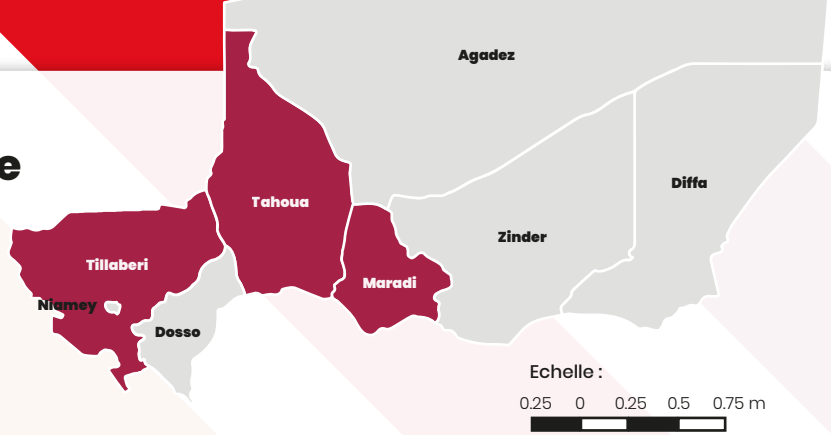
3% personnes réfugiées, retournées, rapatriées

1% nomades / transhumants en déplacement

Q0. nov.21 | Q1. mars 22 | Q2. nov. 22 | Q3. mars 23 | Q4. | Q5. | Q6. | Q7.

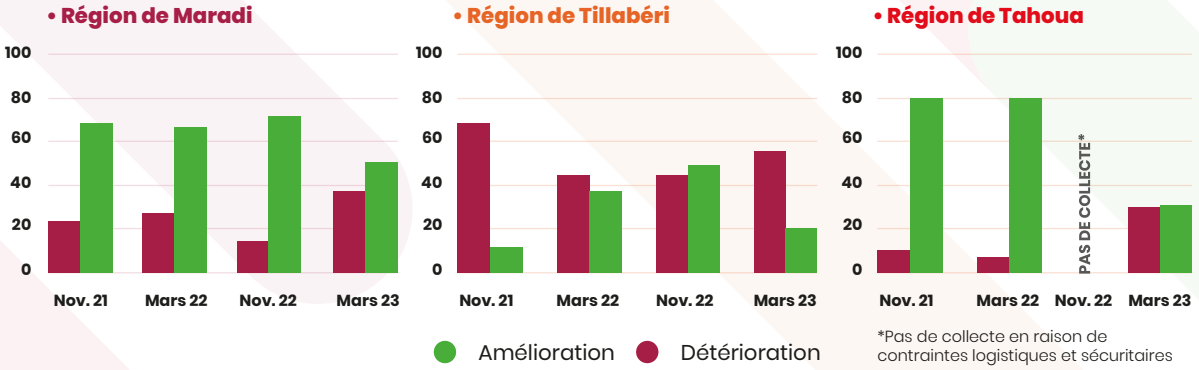
Zones d'enquête

/// Source : cartographie du Niger



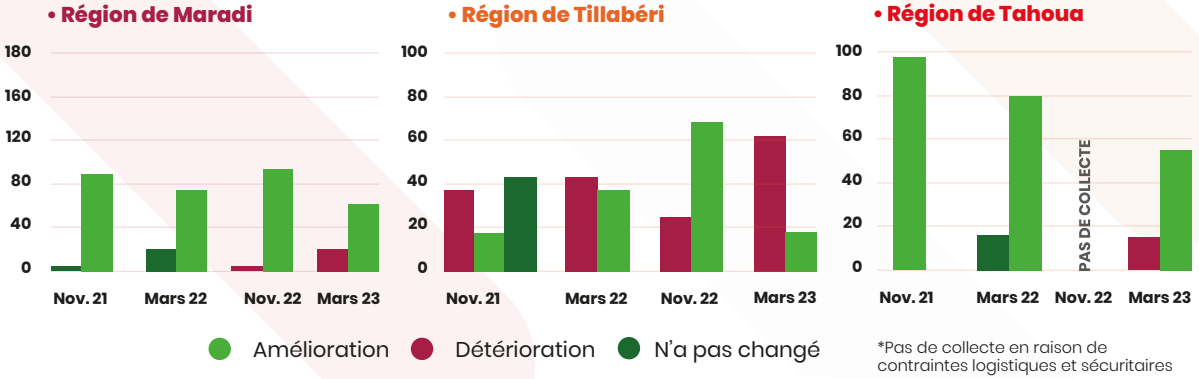
Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



*Pas de collecte en raison de contraintes logistiques et sécuritaires

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local



*Pas de collecte en raison de contraintes logistiques et sécuritaires

Enquête de perception menée du 05 au 14 mars 2023 - Ce projet est financé par Cordaid

Principales sources d'insécurité au niveau local

- Les attaques, vols et menaces contre la population **24%** **25%** **50%**
- La proximité des zones de combat **29%**
- La proximité avec la frontière **25%**
- La présence des groupes armés non-étatiques **23%**
- L'absence des forces de defense et de sécurité **12%** **15%**

- Tillabéri
- Tahoua
- Maradi

Les **hommes jeunes et adultes** se déclarent comme étant particulièrement exposés à l'insécurité et ciblés par les groupes djihadistes en raison de leurs activités et de leurs déplacements sociaux-professionnels.

La vulnérabilité particulière des **jeunes femmes** et des **personnes déplacées internes** a également été évoquée dans les trois régions;

Une préoccupation générale envers **l'insécurité alimentaire croissante et le manque d'emploi** a été soulignée.

Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent, et surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.

Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local

- **82%** Police
- **76%** Gendarmerie
- **68%** Garde nationale
- **36%** Armée (dont 91% pour la région de Tillabéri, en majorité en zone urbaine)

En dépit de la persistance des insécurités locales, le maintien de la confiance envers les forces étatiques de sécurité traduit les attentes fortes en termes de dialogue, de présence et de besoin de protection au quotidien. Les populations leur demandent d'être visibles plus fréquemment et notamment en dehors des centres urbains.

Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

- **96%** Garde nationale et gendarmerie
- **94%** Police
- **91%** Armée nationale

L'existence de **comités de vigilance**, constitués de résidents et connus des autorités locales, est mentionnée dans les trois régions. Ils assurent la surveillance des quartiers contre la criminalité par le biais de patrouilles nocturnes et de signalements aux forces.

Limites existantes dans les relations avec les forces de défense et de sécurité

Le sujet demeure sensible pour les répondants et intègre les limites et critiques suivantes :

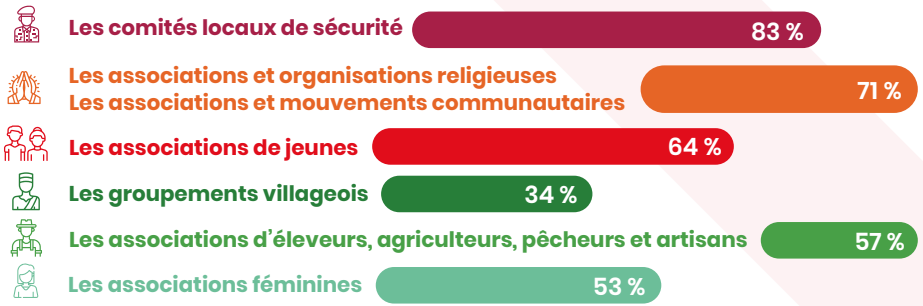
- **Absence des forces dans la zone ou délai trop important d'intervention** après les attaques et les vols commis contre les populations et leurs biens (notamment le bétail), en particulier dans les zones rurales.
- Échanges directs avec les forces empêchés par la **peur des représailles** de la part des groupes djihadistes. Les relations avec les forces peuvent également être marquées par une **méfiance réciproque** dans les zones où l'insécurité est la plus forte (notamment dans la région de Tillabéri).
- Les populations redoutent un **manque de confidentialité et d'anonymat** lors des échanges d'informations avec les forces.
- Persistance de **comportements arbitraires** dans les interactions quotidiennes avec les forces de police et de gendarmerie notamment (corruption, manque de clarté des procédures).

Enquête de perception menée du 05 au 14 mars 2023 - Ce projet est financé par Cordaid

En mars 2023, dans la région de Tillabéri en particulier, les populations rapportent l'existence de risques de violence et discriminations de plusieurs types de la part des FDS (communautaires, socio-professionnelles - contre les éleveurs et les transporteurs notamment -, d'âge - contre les jeunes hommes ou de statut - contre les PDI). Ces comportements sont expliqués au niveau local par un manque de connaissance du contexte par les forces et par un déficit d'échanges avec les communautés sur leurs visions de l'insécurité.

La société civile locale et les questions de sécurité

Pour **76%** des répondants, certains acteurs locaux de la société civile ont un rôle à jouer sur les questions de sécurité. Les acteurs les plus cités par ordre de fréquence sont :



Rôles et activités exercés

Par fréquence selon les régions :

- Réunions d'informations sur la sécurité locale (Tillabéri, Maradi)
- Contacts et échanges directs avec les forces (Tahoua)
- Surveillance des quartiers, des biens, des troupeaux (Maradi)
- Sensibilisation et gestion des conflits locaux (dans les 3 régions)

Des **limites importantes** restent observées tant dans leur **capacité de fonctionnement que d'action** sur le terrain :

- Manque de financements
- Gravité de l'insécurité et peur des représailles
- Accès limité à l'information sur la sécurité

Conclusions

- Face aux insécurités quotidiennes, **les populations sollicitent une meilleure réactivité des forces étatiques de sécurité et un meilleur dialogue**. Elles demandent également un périmètre élargi et une fréquence plus importante des patrouilles en zones rurales. Enfin, elles souhaiteraient un accès plus direct, confidentiel et moins intimidant aux forces afin d'être davantage "associées" aux questions sécuritaires et au partage d'informations sur la situation quotidienne.
- La **situation des personnes réfugiées** (venus du Mali ou du Nigéria) **et des personnes déplacées internes** est un facteur supplémentaire d'inquiétude au regard de la dégradation des conditions socio-économiques dans les trois régions. Un meilleur appui de l'Etat aux autorités et structures locales permettrait une prise en charge de long-terme au sein des communautés locales et réduire le risque de tensions avec les populations résidentes.

Recommandations

- **Aider la société civile locale à la collecte d'informations auprès des populations** sur l'évolution de la situation sécuritaire à travers des mécanismes discrets et sécurisés (applications, points focaux, relais par des acteurs locaux de la société civile formés pour cela).
- **Favoriser les échanges et les rencontres régulières avec les forces** à travers des réunions de sensibilisation et des activités (d'informations, culturelles, sportives, de santé) impliquant les comités locaux de sécurité ainsi que les populations afin de mieux faire circuler l'information sur le rôle local des forces, les moyens de les contacter et renforcer la collaboration.
- **Améliorer les mécanismes formels d'informations et garantir la confidentialité des procédures** entre les populations et les forces sur les questions sécuritaires (notamment à travers la protection de témoin et le respect de l'anonymat lors des signalements ou dépôts de plainte).

Enquête de perception menée du 05 au 14 mars 2023 - Ce projet est financé par Cordaid